



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

budget du sport

Question au Gouvernement n° 1365

Texte de la question

BUDGET DU SPORT

M. le président. La parole est à M. Vincent Rolland, pour le groupe Les Républicains.

M. Vincent Rolland. Madame la ministre des sports, les championnats du monde de ski de Courchevel-Méribel en 2023, la coupe du monde de rugby en 2023, les Jeux olympiques de Paris en 2024 sont quelques-uns des événements mondiaux que la France organisera au cours des prochaines années.

Derrière ce tableau prestigieux se cache pourtant un profond malaise du monde sportif. Les sportifs de haut niveau comme les cadres techniques tirent la sonnette d'alarme...

M. Maxime Minot. Eh oui !

M. Vincent Rolland. ...à propos des moyens que le Gouvernement compte consacrer au sport, et plus particulièrement au sport de haut niveau, dans son budget pour 2019.

Comment nos athlètes peuvent-ils aborder ces compétitions qui feront briller la France quand votre ministère envisage de supprimer 1 600 postes de cadres techniques sportifs, alors que ceux-ci sont les chevilles ouvrières de nos fédérations ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LR et UDI-Agir, ainsi que parmi les députés non inscrits.)*

Vous envisagez de vous délester de ces agents, qui seraient pris en charge par les fédérations. Mais la plupart de ces dernières vivent avec presque rien et ne seraient en tout cas pas en mesure de supporter ces nouvelles charges, tant les moyens dont elles disposent sont déjà faibles.

Madame la ministre, si nous voulons des athlètes mieux préparés, vous ne pouvez pas les priver des moyens humains qui accompagnent leur progression quotidienne.

Le sport de haut niveau est vecteur de cohésion sociale et source de fierté pour toute la nation. Derrière la vitrine de belles organisations sportives, vous ne pouvez atrophier l'encadrement sportif, au risque de voir des Jeux olympiques ou des championnats du monde sans médaille.

C'est pourquoi je vous demande, madame la ministre, de nous confirmer le maintien de ces postes au sein du ministère des sports. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR et sur plusieurs bancs du groupe UDI-Agir, ainsi que parmi les députés non inscrits.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre des sports.

Mme Roxana Maracineanu, ministre des sports. Merci, monsieur le député, de me donner l'occasion de répéter devant l'Assemblée nationale tout entière les éléments...

Un député du groupe LR . De langage !

Mme Roxana Maracineanu, ministreque j'ai développés hier devant la commission des affaires culturelles et de l'éducation. (Mme Maud Petit applaudit.)

Les questions budgétaires sont maintenant claires pour tous, je l'espère : le projet de loi de finances dégage 55 millions d'euros pour des mesures nouvelles, dont 25 millions d'euros consacrés au sport de haut niveau et 30 millions au développement des pratiques.

Au-delà de ces questions budgétaires, comment faire progresser le modèle sportif français, vieux de soixante ans ? Nous voulons transformer ce ministère, celui de ceux qui font le sport – les fédérations, financées par le ministère, les associations, financées par le Centre national pour le développement du sport, le CNDS –, en ministère de ceux qui font du sport, main dans la main avec les acteurs de terrain que nous continuerons à soutenir.

M. Frédéric Reiss. C'est dramatique !

Mme Roxana Maracineanu, ministre . Notre volonté est de nous occuper du pratiquant, qu'il soit sportif de haut niveau ou sportif du dimanche (*Exclamations sur les bancs du groupe LR*), et de nous interroger sur l'offre proposée à chaque âge de la vie et quelle que soit la situation sociale et économique de chacun. Notre volonté est aussi de trouver le moyen de réconcilier les deux France : celle qui pratique le sport, celle qui n'en pratique pas.

Cinq ans avant les Jeux olympiques et paralympiques de Paris, il est temps de considérer le sport comme un bien commun, et c'est pour cela que je souhaite instaurer, en créant l'Agence nationale du sport, une nouvelle gouvernance partagée entre l'État, les collectivités locales, le mouvement sportif et le monde économique. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Vincent Rolland. Ce n'est pas la question !

M. Pierre Vatin. Et la réponse ?

Mme Roxana Maracineanu, ministre. Nous pourrions ainsi installer dans chaque région des parlements du sport où seront discutés les financements des projets fédéraux et non fédéraux, ainsi que les plans sportifs territoriaux concertés, afin d'attirer les compétences et d'agir au plus près des besoins. (« *La réponse !* » *sur les bancs du groupe LR.*)

Quant à la question des conseillers techniques sportifs – CTS – (« *Ah !* » *sur les bancs du groupe LR*), j'y ai déjà répondu :...

Mme Valérie Bazin-Malgras. Ah bon ?

Mme Roxana Maracineanu, ministreil n'est pas question de nous passer du travail de ces personnels, très importants pour le monde sportif, simplement d'adapter leur mode de gestion à la nouvelle organisation que je viens de vous décrire. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR. – Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Vincent Rolland](#)

Circonscription : Savoie (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1365

Rubrique : Sports

Ministère interrogé : Sports

Ministère attributaire : Sports

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée au JO le : [8 novembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [8 novembre 2018](#)